

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du bataillon de marche n°24
BP 10001
67070 Strasbourg

Strasbourg, le 07/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ARLANXEO Emulsion Rubber France SAS

BP 7
67610 La Wantzenau

Références : 526/MS
Code AIOT : 0006700526

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/04/2026 dans l'établissement ARLANXEO Emulsion Rubber France SAS implanté ZI Rue du Ried 67610 La Wantzenau. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suivi de mise en demeure

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARLANXEO Emulsion Rubber France SAS
- ZI Rue du Ried 67610 La Wantzenau
- Code AIOT : 0006700526
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société ARLANXEO exploite des installations de fabrication de caoutchoucs synthétiques soumises à autorisation (SEVESO IED), réglementées par l'arrêté préfectoral codificatif du 16 mars 2022.

Les installations visitées relèvent aussi de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 50 MW soumises à autorisation au titre des rubriques 2910, 2931 ou 3110 (applicable à compter du 20 décembre 2018)

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	suivi de mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 10/07/2024, article 1er	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Non conformité

La mise en demeure du 10 juillet 2024 ne peut être considérée comme strictement respectée au jour de la visite. Des actions et justifications de l'exploitant sont attendues sous quinzaine.

Observations questions

L'inspection demande un compte rendu trimestriel commenté des résultats des mesures en continu et une synthèse annuelle en référence aux conditions de l'article 33 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018.

Il est aussi demandé à l'exploitant de justifier en retour que la procédure QAL 3 est réalisée en accord avec la certification QAL1 des appareils de mesure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : suivi de mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/07/2024, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Prescription contrôlée : I. Les appareils de mesure en continu sont exploités en appliquant les dispositions des normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures), NF EN 14181 (version d'octobre 2014 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure), réputées garantir le respect des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté. « Les exploitants appliquent en particulier » les procédures d'assurance qualité (QAL1 , (...))

La prescription est rappelée à l'article 1^{er} de la mise en demeure préfectorale du 10 juillet 2024, motivée par l'absence de certification QAL 1 des appareils alors présents, pour la mesure des oxydes d'azote exprimés en dioxyde d'azote (NOx) et de l'oxygène.

Constats :

Constats :

Les polluants à mesurer en continu, suivant l'article 9.2.1 de l'arrêté préfectoral, sont :

- les oxydes d'azote (monoxyde et dioxyde) exprimés en dioxyde d'azote (dits "NOx"),
- l'oxygène,
- le monoxyde de carbone.

QAL1 : les deux appareils "multigaz" utilisés, mis en service le 31 janvier 2025, sont donnés par leurs certificats QAL1 pour mesurer sous assurance qualité les polluants suivants : monoxyde de carbone, monoxyde d'azote (NB : implique la nécessité d'un convertisseur pour quantifier le polluant NOx), protoxyde d'azote, oxygène, dioxyde de carbone, dioxyde de soufre.

Les certificats QAL1 des deux appareils, produits par le TÜV Rheinland (Allemagne) et le CSA Group MCERTS (Royaume-Uni), seuls organismes certificateurs QAL1, sont disponibles. Leurs dates d'expiration respectives sont le 1^{er} mars 2027 et le 13 janvier 2028.

Le certificat CSA mentionne le convertisseur, optionnel dans le certificat, monoxyde/dioxyde d'azote (dit « convertisseur NOx ») du fabricant des appareils. Les baies d'analyse ont été installées par une société différente du fabricant, mais approuvée par celui-ci. Cette société a produit le 23 décembre 2024 un courrier, sous en-tête du fabricant, justifiant les adaptations apportées aux lignes de prélèvements de par la latitude offerte par le certificat QAL1 du CSA d'utiliser des composants autres que ceux du fabricant.

La société installatrice a ainsi opté pour un modèle de convertisseur « NOx » d'une marque différente de celle de l'appareil de mesure automatique, mais de même technologie (« catalyseur carbone molybdène ») et dont Arlanxeo a justifié en amont de la visite une efficacité de conversion de **96 %** par production d'une fiche technique du constructeur.

Le certificat CSA mentionne une spécification « **> 95 %** ». Le modèle de l'installateur serait acceptable à cet égard, même si celui du constructeur de l'appareil de mesure est donné pour un performance légèrement supérieure : 97,6 %.

La visite des lieux a permis de constater la présence dans chaque baie d'analyse d'un convertisseur« NOx » pour la quantification des oxydes d'azote.

En ce qui concerne la baie desservant l'appareil de combustion en marche (HSRG 40 t) le convertisseur est du modèle annoncé.

Mais dans l'autre baie, celle desservant les deux chaudières « Back-up », un convertisseur d'un modèle complètement différent de celui mentionné par le courrier du 23 décembre 2024 a été observé, ne portant pas de marque, seulement la référence F05-0737-A.

Il n'est pas justifié que cet appareil serait d'un modèle acceptable au regard du certificat QAL1 de l'appareil de mesure.

Seule la chaudière HRSG 40t était en marche, en fonctionnement air gaz-naturel, dit « mode n°3 ». Par sondage, l'inspection a vérifié que les droites d'étalonnage QAL 2 étaient bien entrées dans le système d'exploitation des mesures. C'était le cas pour les paramètres et polluants à mesurer en continu : oxygène, NOx et monoxyde de carbone.

Il convient de souligner que les essais **QAL2** des lignes de mesure ne signalent pas de non-conformités, et ce, quelque soit le mode de fonctionnement des appareils desservis. Les rapports correspondants ont été produits par Arlanxeo.

En référence à la mise en demeure du 17 juillet 2024 :

- les appareils de mesure en continu observés dans les deux baies d'analyse du site sont bien certifiés QAL1 pour, notamment, la mesure de l'oxygène et du monoxyde d'azote ;
- la certification admet l'utilisation d'un convertisseur pour traduire en NOx la mesure du monoxyde d'azote ;
- l'installateur des lignes de mesure en continu a indiqué, sous couvert de l'accord du fabricant des appareils de mesure, avoir privilégié un modèle de convertisseur d'une marque différente mais de technologie et de performance équivalente, performance acceptable au regard de la spécification du certificat QAL1 CSA. Mais ce n'est pas totalement exact, puisque sur l'une des baies, celle associée aux deux chaudières dites « Back-up » , le convertisseur est d'un modèle complètement différent, dont les caractéristiques techniques n'ont pas été trouvées en visite.

Dès lors qu'il n'est pas justifié que ce dernier convertisseur soit d'un modèle acceptable au regard du certificat QAL1, il n'est pas établi que la mesure des NOx soit conforme, examinée sous l'angle de cette certification.

Ceci est pondéré par la conformité des essais QAL2, durant lesquels les résultats de mesure des appareils en place sont comparés à ceux de mesures réalisées suivant la méthode de référence.

Pour autant, la situation ne peut être qualifiée de strictement conforme à la mise en demeure à la suite de laquelle les appareils de mesure ont été changés.

Outre cette question de conformité à la mise en demeure, l'inspection :

- s'est fait présenter la synthèse des résultats de mesure en continu de l'année 2025. Celle-ci n'appelle pas de commentaire. **L'inspection demande, pour ce type de mesures, un compte rendu trimestriel commenté et une synthèse annuelle en référence aux conditions de l'article 33 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018.**
- s'est fait présenter le résultat des procédures **QAL 3**, réalisées à fréquence mensuelle. **Il est demandé à l'exploitant de justifier que cette procédure est réalisée en accord avec la certification QAL1 des appareils de mesure.**

Divers : <ul style="list-style-type: none"> le contrôle annuel AST a été déclaré en cours de réalisation au moment de la visite ; la baie d'analyse des fumées des deux chaudières dites « back-up » doit faire l'objet d'une maintenance en semaine 17 (voyant rouge allumé).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours